



18 août 2021

(21-6258)

Page: 1/1

Original: français

**MAROC – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES VISANT LES CAHIERS
SCOLAIRES EN PROVENANCE DE TUNISIE**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA TUNISIE

La communication ci-après, datée du 16 août 2021, a été reçue de la délégation de la Tunisie, qui a demandé qu'elle soit distribuée à l'Organe de règlement des différends (ORD).

Le 27 juillet 2021, le Groupe spécial siégeant dans le cadre du différend Maroc – Mesures antidumping définitives visant les cahiers scolaires en provenance de Tunisie (DS578) a remis son rapport final aux Membres de l'OMC. Le lendemain, le Maroc a, par une déclaration d'appel, notifié sa décision de faire appel au titre de l'article 16(4) du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (WT/DS578/5).

Cependant, le Maroc n'a pas signifié une communication de l'appelant "le jour du dépôt de la déclaration d'appel", contrairement à ce que prévoit la règle 21(1) des Procédures de travail pour l'examen en appel.

Conformément à la règle 22(1) des Procédures de travail susmentionnées, la Tunisie est en droit de signifier une communication de l'intimé, dans un délai de 18 jours à compter du dépôt de la déclaration d'appel, afin de "répondre aux allégations formulées dans la communication d'un appelant déposée conformément à la règle 21".

Le Maroc n'ayant pas signifié sa communication de l'appelant, la Tunisie confirme qu'elle n'est pas en mesure d'exercer son droit de signifier une communication de l'intimé dans le délai prescrit dès lors qu'elle ne connaît pas les arguments précis que le Maroc compte soulever pour contester le bien-fondé du rapport du Groupe spécial dans le différend susvisé.

Sur la base de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir faire circuler la présente lettre aux Membres de l'OMC.
